



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/42/487
28 août 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-deuxième session
Point 26 de l'ordre du jour provisoire*

ANNEE INTERNATIONALE DE LA PAIX

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

| | <u>Paragraphes</u> | <u>Pages</u> |
|--|--------------------|--------------|
| I. PREPARATIFS POUR L'ANNEE : RECHERCHE D'UN CONSENSUS ET FORMULATION DU PROGRAMME | 1 - 13 | 2 |
| II. EXECUTION DU PROGRAMME POUR L'ANNEE : PARTICIPATION, COORDINATION ET COMMUNICATION | 14 - 39 | 5 |
| III. EFFETS DE L'ANNEE : ORDRE DU JOUR POUR LA PAIX AU XXIE SIECLE | 40 - 49 | 12 |

ANNEXES

| | |
|---|----|
| I. Financement de l'Année internationale de la paix et du Fonds d'affectation spéciale pour la promotion de la paix | 16 |
| II. Liste des Etats ayant établi des mécanismes nationaux de coordination pour l'Année internationale de la paix | 19 |
| III. Attribution d'un insigne de "Messager de la paix" | 20 |

* A/42/150.

I. PREPARATIFS POUR L'ANNEE : RECHERCHE D'UN CONSENSUS
ET FORMULATION DU PROGRAMME

1. L'Année internationale de la paix a pour origine une initiative présentée à l'Assemblée générale en août 1981. Le Gouvernement costa-ricien avait demandé l'inscription à l'ordre du jour de la trente-sixième session d'une question supplémentaire intitulée "Proclamation d'une année de la paix, d'un mois de la paix et d'une journée de la paix" (A/36/197). L'Assemblée générale, dans sa résolution 36/67 du 30 novembre 1981, a invité le Conseil économique et social à examiner cette question et à faire la recommandation appropriée à l'Assemblée générale lors de sa session suivante.
2. Le Conseil économique et social a examiné cette proposition en mai 1982 et a recommandé à l'unanimité de proclamer l'année 1986 Année internationale de la paix en la liant à la célébration du quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies. A sa trente-septième session, l'Assemblée générale a accepté la proposition faite par le Conseil et a adopté, le 16 novembre 1982, la résolution 37/16, dans laquelle elle déclarait 1986 Année internationale de la paix, laquelle serait proclamée solennellement le 24 octobre 1985. L'Assemblée a également invité tous les Etats, tous les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales intéressées à déployer tous les efforts possibles pour préparer et observer l'Année. L'Assemblée a prié le Secrétaire général d'établir un projet de programme, conformément aux propositions présentées par les Etats Membres et en consultation avec les organisations et établissements universitaires intéressés, et de faire rapport à l'Assemblée générale lors de sa trente-huitième session.
3. L'idée de proclamer une Année internationale de la paix est née de la situation internationale qui régnait au début des années 80. Le piétinement des efforts destinés à freiner la course aux armements, les tensions et les conflits permanents menaçant la sécurité mondiale et la détérioration rapide des conditions économiques et sociales dans plusieurs régions du globe ont suscité partout dans le monde une inquiétude pour l'avenir de l'humanité et un désir de trouver des solutions pour assurer sa survie. On a estimé que le multilatéralisme perdait de son élan comme de sa crédibilité. Devant cet état de choses, l'intention du Secrétaire général était de concevoir l'Année internationale de la paix comme un programme mondial répondant à ces préoccupations et visant à encourager l'appui et la participation de gouvernements, d'organisations non gouvernementales, d'établissements universitaires, de groupes locaux et de particuliers au niveau de la communauté.
4. Le Secrétaire général a commencé par solliciter l'avis des gouvernements. Des rapports contenant les réponses des gouvernements ont été établis en 1983, 1984 et 1985 (A/38/413 et Add.1 et 2, A/39/500 et Add.1 et A/40/669 et Add.1). Au total, 41 gouvernements ont présenté des propositions et communiqué des renseignements avant l'adoption du programme. Les brefs débats que l'Assemblée générale a consacrés à la question en 1983 et en 1984 ont abouti à l'adoption, par consensus, de résolutions priant le Secrétaire général de poursuivre les préparatifs déjà commencés pour l'Année (résolutions 38/56 et 39/10). Toutefois, un assez petit nombre d'idées lui ont été présentées pour l'aider dans sa tâche.

5. En établissant le programme de l'Année, le Secrétaire général a accordé une attention particulière aux opinions exprimées par les organisations non gouvernementales. Toutes les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social ont été invitées à contribuer à l'élaboration de ce programme. La Conférence des organisations non gouvernementales a permis de donner des conseils et de faciliter les contacts avec les ONG par l'intermédiaire de ses comités à New York, ainsi qu'à Genève et à Vienne. De nombreuses ONG affiliées au Département de l'information et à la Campagne mondiale pour le désarmement y ont également participé. Une réunion consultative initiale d'organisations non gouvernementales s'est tenue à Bucarest en juin 1984, suivie de réunions d'information et de consultation périodiques dans les bureaux de l'Organisation des Nations Unies et, suivant la disponibilité des ressources, aux principaux congrès et conférences d'ONG. On trouvera dans le rapport que le Secrétaire général a adressé à l'Assemblée générale à sa quarantième session une liste d'organisations qui ont manifesté de l'intérêt pour l'Année (A/40/669 et Add.1).

6. Le Secrétaire général a insisté particulièrement sur la nécessité de faire participer les universitaires à l'élaboration du programme, en recherchant leurs connaissances spécialisées et en reconnaissant l'effet à long terme des études relatives à la paix. Le Conseil international des sciences sociales, l'Association internationale de recherche sur la paix, l'Association pour les études internationales, l'Université pour la paix et l'Université des Nations Unies comptaient parmi les organisations qui offraient aux universitaires la possibilité de se livrer à un examen sérieux des questions relatives à la paix. La célébration de l'Année donnerait l'occasion d'encourager des contacts plus approfondis et plus interactifs entre les universitaires et l'Organisation des Nations Unies sur cette question fondamentale.

7. Au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, c'est le Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité qui s'est vu confier la coordination des préparatifs et de l'exécution du programme de l'Année internationale de la paix. Un secrétariat pour l'Année a été créé au sein du Département dans le cadre des ressources existantes, et on s'est immédiatement efforcé d'instaurer une étroite coopération avec d'autres départements, en particulier les bureaux chargés de la célébration du quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, la Campagne mondiale pour le désarmement, l'Année internationale de la jeunesse et la Décennie des Nations Unies pour la femme. Des consultations ont été également entreprises avec les chefs de secrétariat des divers organismes des Nations Unies et les préparatifs de l'Année ont été régulièrement examinés au cours des réunions du Comité administratif de coordination et du Comité consultatif pour les questions de fond.

8. La série de quatre séminaires régionaux, organisés en 1985 pour l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Europe, l'Asie et le Pacifique et l'Asie occidentale a été particulièrement importante pour les préparatifs de l'Année. Ces séminaires ont réuni des experts nommés par 97 Etats et des représentants de 76 organisations non gouvernementales et 20 organismes des Nations Unies. Ils portaient sur trois sujets : paix et désarmement, paix et développement et préparation des sociétés à vivre dans la paix. Les débats ont fourni de précieux éléments pour l'exécution du programme de l'Année et ont débouché sur un consensus

touchant divers aspects du programme. Chaque séminaire s'est terminé par l'adoption, par consensus, d'une déclaration sur la paix. Un rapport sur les séminaires a été présenté à l'Assemblée générale à sa quarantième session (A/40/524).

9. Conformément aux directives applicables aux années internationales, l'Année devait être en principe financée par des contributions volontaires. En conséquence, le Secrétaire général a été prié par l'Assemblée générale de créer un fonds de contributions volontaires et d'organiser deux conférences d'annonces de contributions (en 1985 et en 1986). A la suite de cette mesure, un montant total de 118 300 dollars des Etats-Unis en monnaies convertibles et l'équivalent de 345 200 dollars des Etats-Unis en monnaies non convertibles ont été annoncés par les Etats Membres. Au début de l'Année, 43 275 dollars des Etats-Unis en monnaies convertibles et l'équivalent de 30 425 dollars des Etats-Unis en monnaies non convertibles avaient en fait été reçus. On trouvera dans l'annexe I au présent rapport des détails sur le financement de l'Année.

10. Un aspect important des préparatifs a été la fourniture d'informations sur les objectifs et les directives de l'Année. Malgré les graves difficultés de l'Organisation, les ressources existantes ont été utilisées au mieux. Les centres d'information des Nations Unies ont été un moyen efficace de diffuser l'information et de mobiliser l'intérêt et l'appui d'organisations du monde entier. Deux dépliants d'information et un bulletin périodique ont été publiés. Deux concours ont été en outre organisés pour la réalisation d'une affiche officielle et d'un timbre de l'Organisation des Nations Unies. De nombreuses organisations non gouvernementales ont inclus dans leurs bulletins et circulaires des informations sur les préparatifs de l'Année. Dans de nombreux pays, la question n'a suscité ni l'intérêt ni l'appui des médias. Ce n'est donc pas grâce à eux qu'on a pu informer le public.

11. Dans le cadre des préparatifs de l'Année, il a été décidé de célébrer dorénavant chaque année, le jour de l'ouverture de l'Assemblée générale (résolution 36/67), la Journée internationale de la paix pour permettre aux représentants des Etats Membres aussi bien qu'aux simples particuliers de par le monde de réfléchir un moment à l'importance de la paix et à ce qu'ils sont prêts à faire pour l'instaurer. Cette journée est célébrée au Siège de l'Organisation des Nations Unies par une cérémonie devant la cloche de la paix, au cours de laquelle le Secrétaire général prononce un discours, suivi d'une déclaration du Président du Conseil de sécurité. Avec l'aide des centres d'information des Nations Unies, la Journée internationale de la paix a été célébrée chaque année de plus en plus largement dans le monde.

12. L'Année internationale de la paix a été officiellement proclamée à la réunion que l'Assemblée générale a tenue pour célébrer le quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies et à laquelle ont pris part de nombreux chefs d'Etat ou de gouvernement. La proclamation de l'Année, seul document adopté au cours de cette réunion, promet d'être d'une utilité durable pour définir les préoccupations et les besoins essentiels dans l'action à long terme entreprise pour promouvoir la paix (résolution 40/3, annexe).

13. Après trois années de préparatifs, le programme de l'Année internationale de la paix (A/40/669, annexe I, et Add.1, annexe I), adopté par l'Assemblée générale dans la résolution 40/10 du 11 novembre 1985, énonce une série de principes généraux et présente une liste de manifestations et d'actions précises communiquées au Secrétaire général. Les principales caractéristiques de ce programme sont résumées ci-dessous :

- a) Ce programme était une invitation à la réflexion et à l'action et ne constituait ni une recette de paix ni une invitation à célébrer;
- b) Les objectifs de l'Année étaient les suivants :
 - i) Favoriser l'action en faveur de la paix, de la sécurité et de la coopération internationales et du règlement des conflits par des voies pacifiques;
 - ii) Renforcer l'Organisation des Nations Unies en tant qu'instrument de paix;
 - iii) Concentrer l'attention sur les conditions fondamentales de la paix, notamment sur les problèmes du développement, le désarmement, les droits et les besoins de l'homme et la préparation à vivre dans la paix;
- c) On a considéré que le consensus des Etats Membres à tous les stades des préparatifs de l'Année constituait une bonne base pour encourager l'action concertée des gouvernements, du système des Nations Unies, des organisations non gouvernementales, des instituts et des particuliers en vue de promouvoir la paix;
- d) Ce programme a été conçu essentiellement pour stimuler aux niveaux national et local une action propre à faire mieux comprendre l'activité de l'Organisation des Nations Unies et à susciter l'appui continu nécessaire.

II. EXECUTION DU PROGRAMME POUR L'ANNEE : PARTICIPATION, COORDINATION ET COMMUNICATION

14. L'Année internationale de la paix s'est ouverte par un message spécial du Secrétaire général soulignant que l'Année offrait une rare occasion de méditer sur les obstacles à la paix et sur les possibilités de l'instaurer. Plusieurs chefs d'Etat ou de gouvernement ont également parlé de l'Année dans leur message de Nouvel An pour 1986. Le Président du Conseil de sécurité a déclaré au nom du Conseil que l'inauguration de l'Année internationale de la paix venait encore renforcer les efforts qu'on faisait pour accroître l'efficacité du Conseil et a exprimé l'espoir que 1986 et les années suivantes permettraient de réaliser au plus vite les progrès qui étaient si nécessaires pour sauvegarder la paix pour les générations à venir.

15. L'Année internationale de la paix était célébrée à un moment où les relations internationales étaient particulièrement complexes et difficiles. Tout au long de l'Année, les espoirs ont été mêlés de déceptions. Alors que l'Année touchait à sa fin, le Secrétaire général a repris une partie de son message inaugural, en déclarant que l'humanité se trouvait à la croisée des chemins et qu'il lui fallait choisir la voie de l'avenir.

16. Les questions relatives au désarmement, en particulier les liens entre ce dernier et le développement, l'élimination des armes nucléaires, les efforts pour abolir l'apartheid, les nouvelles initiatives en faveur du développement économique et social, la prise de conscience accrue de la nécessité de protéger l'environnement et les efforts pour régler les conflits existants ont fait l'objet d'une attention particulière au cours de l'Année. Il était encourageant que, tout au long de l'Année, les dirigeants de nombreux pays, parlements et conférences internationales aient précisé que l'Année avait servi à stimuler encore davantage leur action en faveur de la paix.

17. Il faut reconnaître que le consensus au sein de l'Assemblée a été interprété et exprimé de diverses façons, selon les traditions et les politiques des divers gouvernements. Certains gouvernements ont pris dans le cadre de l'Année d'importantes initiatives en matière de politique étrangère. Beaucoup se sont efforcés d'instituer une coopération nationale et locale et ont fourni une aide utile à ceux qui menaient une action non gouvernementale. D'autres se sont intéressés particulièrement à certains programmes ou manifestations. Dans certains pays, la participation au programme de l'Année s'est située exclusivement au niveau non gouvernemental.

18. Le programme de l'Année a été efficacement réalisé à ce niveau sans effort particulier pour résoudre les divergences d'opinions ou d'approche. La célébration de l'Année a donné l'occasion aux organisations non gouvernementales et à d'autres groupes de se rencontrer et de poser les bases de discussions futures reposant sur le souci fondamental de paix et sur la volonté d'assurer la paix. Encourager une communication et un dialogue plus larges permettrait, estimait-on, de créer des conditions à long terme plus favorables à l'instauration de la paix. L'Année a également permis de lancer un certain nombre de projets communs et collectifs, qui ont également contribué à accroître la communication et la compréhension.

19. Selon les renseignements reçus, c'est la réaction au niveau local qui a été l'un des aspects les plus remarquables de la célébration de l'Année. En raison du nombre et de la diversité des manifestations, il est difficile d'énumérer ou même de résumer toutes ces activités, d'autant plus que le Secrétariat de l'ONU continue de recevoir des informations à leur sujet. Un fait très important est que les organisations, groupes locaux, écoles, associations, églises et particuliers ont trouvé des moyens attrayants et inédits d'exprimer leur attachement à la paix. L'un des traits marquants a été que l'action locale s'est identifiée de plus en plus aux aspects mondiaux de la question. De nombreuses activités locales ont ainsi permis aux individus de s'intégrer dans le cadre plus large d'une communauté mondiale. Le Secrétaire général, dans l'un de ses rapports (A/41/586 et Add.1), présente une évaluation préliminaire des activités de l'année. Un additif au présent rapport donnera un bref résumé des principales activités.

20. Les 67 mécanismes nationaux de coordination mis en place pour célébrer l'Année ont eu un effet sensible sur l'exécution de son programme (voir annexe II ci-après). Ces commissions nationales ont encouragé l'appui et la participation des personnes de tous âges et de tous niveaux sociaux à la célébration de l'Année internationale de la paix. Bon nombre étaient composées de personnes représentant des départements gouvernementaux et diverses organisations non gouvernementales, ce qui a permis de réunir des individus ayant des formations et des intérêts divers.

Il a été ainsi possible d'élaborer des programmes qui reflètent un large éventail de préoccupations et offrent des possibilités variées de participation. Les commissions nationales ont parrainé diverses manifestations, dont des rassemblements, des réunions publiques, des expositions artistiques, des kermesses, des festivals, des concerts et des conférences. Leurs efforts ont été reconnus par le Secrétaire général, qui leur a remis une médaille commémorative frappée à l'occasion de l'Année internationale de la paix.

21. L'expérience des commissions nationales a été par ailleurs précieuse à l'ONU dans son action de coordination des activités relatives à l'Année. La réunion consultative des représentants des commissions nationales, qui a eu lieu en juillet 1986 au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à Rome, a été d'une grande importance. Les représentants de 44 commissions nationales ont échangé données d'expérience et idées sur l'exécution du programme de l'Année et fait part au Secrétaire général de leurs plans et propositions (on trouvera un compte rendu de cette réunion dans le document A/41/504).

22. Les réunions et conférences internationales les plus importantes tenues dans le cadre de l'Année de la paix ont été notamment (dans l'ordre chronologique) : le Congrès des intellectuels pour un avenir de paix dans le monde (janvier, Varsovie), "Tous ensemble pour la paix", une conférence mondiale d'organisations non gouvernementales (janvier, Genève), le séminaire "Le dialogue, fondement universel de la paix" (juillet, Rome), la Conférence régionale sur la paix et le développement (septembre, Brazzaville), le Congrès mondial pour l'Année internationale de la paix (octobre, Copenhague) et la deuxième Réunion mondiale des anciens combattants résistants et victimes de la guerre (décembre, Vienne). Deux conférences liées à l'Année ont été organisées sous les auspices de l'ONU : la Conférence régionale sur la Campagne mondiale pour le désarmement à Tbilissi (URSS), en mai 1986, et la Conférence régionale des organisations non gouvernementales à Vienne, en juin. A l'Office des Nations Unies à Genève, un programme d'études universitaires a été consacré à l'Année. Plusieurs organisations internationales, dont l'Association des études internationales, l'Association internationale de recherche consacrée à la paix, l'Association universelle pour l'espéranto, le Conseil mondial de la paix, la Fédération internationale des assistants sociaux et des assistantes sociales, la Fédération mondiale des villes jumelées, la Fédération syndicale mondiale et l'Organisation internationale des journalistes, ont consacré leurs réunions et conventions à l'Année.

23. Diverses manifestations internationales ont bénéficié d'une large participation populaire dans le monde. On citera notamment la première course autour du monde et l'appel d'un million de minutes pour la paix, organisés à l'échelle internationale avec l'aide de comités d'organisation locaux. On peut aussi mentionner Bike for Peace, les croisières pour la paix sur le Mississippi et la Volga, la représentation de Peace Child et un concours de rédaction pour étudiants organisé par la Fédération internationale des écoles unies. Chacune de ces manifestations a encouragé les peuples de différents pays à participer ensemble à des activités pouvant mener au dialogue et à l'instauration d'une coopération et d'une coordination plus grandes au niveau international.

24. De nombreuses organisations non gouvernementales internationales ont lancé des projets coordonnés soit à leur siège international, soit par leurs divers chapitres locaux, comme par exemple l'Association internationale des Lions Clubs, l'Association universelle pour l'espéranto, la Communauté internationale bahaïe, le Conseil mondial de la paix, Jaycees International, le Rotary International, SOS-Kinderdorf International et l'Union internationale des étudiants.

25. Dans plusieurs pays, les organisations non gouvernementales ont joué un rôle déterminant dans la coordination aux niveaux national et local. Au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Non-Governmental Organization Council to Celebrate the International Year of Peace a rassemblé plus de 100 organisations non gouvernementales pour planifier et coordonner des activités tout au long de l'Année. En Australie et en Nouvelle-Zélande, des comités nationaux d'organisations non gouvernementales pour l'Année internationale de la paix ont coopéré avec des commissions gouvernementales. L'Association populaire chinoise pour l'amitié avec les pays étrangers a coordonné efficacement les activités consacrées à l'Année en Chine. Des comités d'organisations non gouvernementales pour l'Année internationale de la paix ont joué un rôle actif en Belgique, en Espagne, en Irlande et au Portugal.

26. Durant l'Année, de nombreuses organisations ont présenté des déclarations et des appels adressés à l'ONU. Comme l'indique le rapport que le Secrétaire général a soumis à l'Assemblée générale lors de sa quarante et unième session (A/41/586), les organisations qui s'étaient déclarées intéressées par l'Année ont été invitées à présenter de brèves déclarations écrites sur le rôle de l'ONU et des organisations non gouvernementales dans la promotion de la paix. Ces déclarations seront publiées dans une brochure spéciale. La proposition contenue dans le rapport et consistant à inviter certaines organisations à prendre la parole lors d'une séance de la Commission politique spéciale n'a pas reçu l'appui officiel des Etats Membres.

27. Le Secrétaire général tient à remercier tout particulièrement les nombreuses personnes qui ont téléphoné et écrit au Secrétariat durant l'Année pour exprimer leur intérêt et leur appui. Leurs messages contenaient souvent des observations et des suggestions précieuses. En raison de leur grand nombre, le Secrétariat n'a malheureusement pas toujours pu fournir des réponses complètes en temps voulu.

28. Diverses organisations et institutions ont manifesté le désir de contribuer au programme de l'Année et ont invité le Secrétaire général ou ses représentant à participer à leurs projets et manifestations. Le Secrétaire général a donc envoyé ou prononcé 77 messages et déclarations. Une publication spéciale contenant ces messages (parue en 1987) devrait encourager ces organisations et d'autres encore à poursuivre leurs efforts.

29. Les villes ont joué un rôle important en encourageant l'action locale pour la paix, reliant les communautés du monde entier au programme général établi pour l'Année. La Fédération mondiale des villes jumelées et l'Union mondiale des villes martyres, villes de la paix, ont encouragé leurs membres à participer à l'Année et à manifester leur soutien aux efforts que l'ONU ne cesse de déployer pour instaurer un monde plus pacifique. Des villes telles qu'Abidjan, Brighton, Côme, Dakar, Delphes, Hiroshima, Hospitalet, Leningrad, Melbourne, Nagasaki, Rome,

San Francisco, Toronto, Varsovie et Volgograd ont organisé ensemble des manifestations spéciales liées à l'Année. Le Secrétaire général a envoyé un message spécial aux maires en les remerciant de leur contribution à la célébration de l'Année. Les autorités de plusieurs Etats et provinces [Kanagawa et Osaka (Japon), Ohio et Hawaï (Etats-Unis d'Amérique), et Nouvelle-Galles du Sud et Victoria (Australie)] ont aussi joué un rôle actif dans la célébration de l'Année.

30. Les cérémonies religieuses organisées durant l'Année ont revêtu une signification particulière, notamment parce qu'un certain nombre de ces manifestations ont réuni des représentants de confessions diverses rapprochées par leur attachement commun à la cause de la paix. La Journée mondiale de prière, qui a eu lieu à Assise en octobre 1986 sur l'initiative de S. S. Jean-Paul II, a apporté une précieuse contribution aux idéaux et objectifs de l'Année. Les Eglises appartenant au Conseil oecuménique des Eglises ont activement participé au programme de l'Année. Diverses organisations ont contribué au programme, dont l'Alliance baptiste mondiale, la Conférence chrétienne pour la paix, la Conférence des Eglises européennes, la Conférence pour la paix asiatique bouddhiste, le Congrès du monde islamique, Pax Christi et la Unitarian Universalist Church.

31. Les projets entrepris dans le cadre de l'Année par des universités ont donné lieu à une coopération et à des échanges précieux. La première de ces manifestations a été une Conférence internationale sur le règlement des conflits accueillie par l'Université du Pacifique sud. Le Conseil international des sciences sociales a créé un Groupe interdisciplinaire d'étude sur la paix et rédigé, dans le cadre de l'année, un livre intitulé The Quest for Peace: Transcending Collective Violence and War among Societies, Cultures and States (La recherche de la paix : par-delà la violence collective et la guerre dans les sociétés, les cultures et les Etats). La Société internationale de recherche sur l'agression a entamé les préparatifs d'un colloque international qui s'est tenu à Séville en mai et adopté une déclaration multidisciplinaire sur la violence. L'Université pour la paix a organisé dans plusieurs régions du monde divers séminaires et réunions consacrés à des sujets liés à la paix. D'autres organisations ont apporté leur contribution, notamment l'Association internationale des recteurs d'universités, le Conseil pour la paix et le désarmement de l'Académie des sciences d'Union soviétique, la Fédération mondiale pour les études sur le futur et International Philosophers for the Prevention of Nuclear Omnicide.

32. Les manifestations artistiques se sont révélées un moyen efficace de susciter une réflexion plus approfondie sur la paix et les conditions de sa réalisation. Concerts, expositions, représentations théâtrales et concours artistiques ont encouragé les personnes et groupes de tous âges à exprimer de façon autre que verbale leur souci de voir s'instaurer la paix ou leur désir d'oeuvrer à cette fin. Des artistes renommés ont donné à l'ONU un concert lors de la Journée internationale de la paix. A Tokyo, l'Université pour la paix a organisé le concert "Hurricane Irene". Divers concerts et festivals ont eu lieu à Anvers, Caracas, Gand, Madrid, Marrakech, Nantes, Paris, Plaine-sur-Mer, Prague et Sidney. Le Comité des écrivains pour la paix de la Fédération internationale des PEN Clubs a publié un livre intitulé The Hereditary Enemy (L'ennemi héréditaire). La Biennale de l'affiche de Varsovie a organisé un concours d'affiches sur le thème de l'Année. Une exposition de photographies américaines et soviétiques intitulée "Face à face" a été inaugurée au Siège de l'ONU.

33. On a reconnu que l'éducation pour la paix constituait un aspect particulièrement important de la promotion de la paix; de nombreuses villes, écoles et organisations non gouvernementales ont entrepris des programmes spéciaux pouvant présenter de l'intérêt même à long terme. Des réunions sur divers aspects de l'éducation pour la paix ont été organisées par l'Association pour une éducation mondiale, l'Association des organisations finlandaises de formation des adultes, la Fédération mondiale des Associations pour les Nations Unies, l'Institut international de la paix, la Ligue mondiale pour l'éducation (Teachers for Peace) et l'Union internationale des étudiants. Des cours sur la paix ont été dispensés le 1er septembre 1986 dans des écoles de toute l'Union soviétique. Aux Etats-Unis, plus de 700 écoles ont participé le 16 septembre à la manifestation "Ballon pour la paix". Le Ministère de l'éducation du Québec (Canada) a élaboré un programme scolaire spécial intitulé "Paix sans frontières". De nombreuses écoles du monde entier ont envoyé des messages et des délégations spéciales à l'ONU durant l'Année.

34. Adolescents et enfants ont activement participé au programme de l'Année, ce qui a été considéré comme très positif du fait que les interactions qu'ils ont maintenant dans le cadre d'expériences de travail ou de jeux détermineront leur attitude et leur manière d'agir à l'âge adulte. Les activités entreprises pendant l'Année internationale de la paix ont été poursuivies dans le cadre de plusieurs programmes. Les jeunes ont été encouragés à réfléchir, dans le cadre de concours de rédaction et de concours artistiques, de leçons sur la paix, de camps, de compétitions sportives et autres, à la signification de la paix et aux conditions nécessaires à son avènement. Pour marquer la Journée internationale de la paix, le parc du Siège de l'Organisation des Nations Unies a été ouvert aux enfants pour diverses manifestations.

35. Les femmes et les organisations féminines n'ont pas manqué de se faire entendre au cours de l'Année, exprimant leurs préoccupations et leurs vues sur la paix. Conformément aux Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme 1/, l'Organisation des Nations Unies a encouragé la pleine participation des femmes à la promotion de la paix. Sur la proposition de la Commission de la promotion de la femme, le Conseil économique et social a adopté une résolution spéciale sur la question (1986/20) pour contribuer à la célébration de l'Année. Plusieurs actions ont été lancées aux niveaux national et international par des organisations et des groupes de femmes, tels que le Grand voyage pour la paix, l'Alliance internationale des femmes, le Conseil international des femmes juives, le Conseil international des femmes, la Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales, le Comité soviétique pour les femmes, l'Union révolutionnaire des femmes (Congo), la Fédération démocratique internationale des femmes et la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté.

36. Les organismes des Nations Unies ont participé de concert à la célébration de l'Année. Une déclaration sur l'Année, soulignant la responsabilité conjointe de tous les organismes des Nations Unies en ce qui concerne la promotion de la paix, a été publiée par tous les chefs de secrétariat. Plusieurs organisations et institutions, dont l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE), l'Organisation maritime internationale, l'Organisation des

Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) et l'Union postale universelle, ont lancé des programmes spéciaux pour l'Année. Le rapport du Secrétaire général publié sous la cote A/41/586 (sect. III) contient un résumé des mesures prises par les organismes, organes subsidiaires et organisations du système des Nations Unies. Depuis la présentation de ce rapport, les renseignements suivants ont été reçus :

a) l'Unesco a organisé une table ronde spéciale en décembre 1986, et un rapport résumant les activités de l'Unesco pour l'Année a été présenté au Conseil d'administration de l'Unesco à sa cent vingt-sixième session 2/; b) l'Organisation de l'aviation civile internationale a adopté la résolution A26-1 3/ pour appuyer l'Année; c) le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a organisé une table ronde sur le thème "Aider les réfugiés, c'est contribuer à la paix"; et d) la Commission des établissements humains a adopté la résolution 10/8 du 16 avril 1987, intitulée "Les objectifs et les activités de l'Année internationale du logement des sans-abri et les résultats de l'Année internationale de la paix" 4/. La convocation spéciale, le 11 décembre 1986, des représentants à l'Assemblée générale pour marquer l'Année internationale de la paix, et la fin de la première course autour du monde organisée à l'occasion du quarantième anniversaire du FISE, a été un événement important.

37. Le thème de l'Année, "La sauvegarde de la paix et de l'avenir de l'humanité", l'emblème et les affiches publiés par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, l'Unesco et le PNUÉ ont bien illustré l'orientation principale de l'Année et ont été largement diffusés. Répondant au souhait de l'Union postale universelle, 105 administrations postales ont émis des timbres commémorant l'Année internationale de la paix. La diversité des motifs attrayants consacrés à un seul et même thème a ajouté une dimension intéressante à la célébration de l'Année. L'Australie, le Canada, la Chine, la Thaïlande et l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont frappé des pièces de monnaie spéciale pour l'Année internationale de la paix.

38. Les manifestations et projets organisés pour l'Année ont été largement financés par des fonds locaux et nationaux. Certains gouvernements ont affecté des fonds spéciaux aux projets entrepris au niveau national pour l'Année internationale de la paix. De nombreux projets ont été financés par des organisations non gouvernementales. Les ressources disponibles étant limitées, on a dû faire appel au bénévolat pour de nombreux projets et faire preuve de modération dans les dépenses. Les ressources du Fonds d'affectation spéciale pour l'Année internationale de la paix ont servi à financer des subventions, des programmes d'information, des réunions d'experts et la participation de représentants de l'Organisation des Nations Unies aux manifestations importantes organisées pour célébrer l'Année internationale de la paix. A la fin de l'Année, le total des dépenses s'élevait à 116 095 dollars des Etats-Unis en monnaies convertibles et à l'équivalent de 117 600 dollars des Etats-Unis en monnaies non convertibles; le solde de 13 940 dollars des Etats-Unis en monnaies convertibles et l'équivalent de 219 000 dollars des Etats-Unis en monnaies non convertibles ont été transférés au Fonds d'affectation spéciale pour la promotion de la paix. On trouvera dans l'annexe I ci-après des renseignements concernant les contributions et les dépenses.

39. Sous la direction du Secrétaire général, le secrétariat de l'Année internationale de la paix a coordonné l'exécution du programme de l'Année et assuré la liaison avec les organisations du système des Nations Unies, les organisations non gouvernementales, les établissements universitaires et les particuliers qui contribuent activement à la promotion de la paix. Le secrétariat a cessé d'exister à la fin de l'Année, après trois ans et demi de travail effectif.

III. EFFETS DE L'ANNEE : ORDRE DU JOUR POUR LA PAIX AU XXI^e SIECLE

40. Conformément aux directives relatives aux années internationales, l'évaluation de l'Année internationale de la paix doit porter entre autres sur les activités lancées en 1986 et poursuivies après la fin de l'Année, ainsi que sur les modifications des activités en cours liées à l'Année, en vue d'intégrer, le cas échéant, ces activités aux programmes ordinaires. Cette évaluation devrait faciliter le processus de suivi et donner une orientation pour les années internationales à venir.

41. A sa quarante et unième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 41/9, datée du 24 octobre 1986, qui comportait une évaluation préliminaire de l'Année. Dans cette résolution, l'Assemblée considérait que la Proclamation et le programme de l'Année internationale de la paix, ainsi que les efforts et activités multiples que l'Année avait suscités aux Nations Unies et dans la communauté internationale en général, avaient contribué de façon concrète et appréciable à la compréhension et au dialogue entre les nations et les peuples, de même qu'aux efforts attendus pour 1986 et les années suivantes, sur la voie d'une paix véritable. L'Assemblée savait gré aux gouvernements, aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales et à la communauté internationale de leurs efforts en faveur de la paix et les invitait à persévérer et à oeuvrer avec l'Organisation au noble but qu'elle s'était proposé : faire que l'humanité aborde le XXI^e siècle dans une paix véritablement stable et durable. L'Assemblée reconnaissait également que les idéaux et objectifs énoncés dans la Proclamation de l'Année resteraient une source d'inspiration à l'avenir pour le dialogue et l'action en faveur de la paix, et priait le Secrétaire général d'établir un rapport final sur les résultats de l'Année internationale de la paix.

42. Pour établir le présent rapport, le Secrétaire général a demandé aux Etats de lui communiquer des renseignements et des observations. Au 15 août 1987, les gouvernements des 44 Etats suivants avaient fourni les observations requises : Allemagne, République fédérale d', Algérie, Argentine, Autriche, Bolivie, Bulgarie, Burundi, Canada, Chine, Costa Rica, Cuba, Finlande, Ghana, Guinée, Hongrie, Indonésie, Iraq, Italie, Jamaïque, Japon, Koweït, Lesotho, Luxembourg, Mexique, Mongolie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pologne, République centrafricaine, République démocratique allemande, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Singapour, Suède, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yémen démocratique, Yougoslavie et Saint-Siège. Le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires du Conseil de sécurité ont eu l'occasion d'examiner les effets de l'Année avec les représentants de plusieurs commissions nationales qu'ils ont pu consulter sur l'action à mener par la suite.

43. Tous les gouvernements qui ont fourni des renseignements sur les activités entreprises dans leur pays ont émis un jugement positif sur l'exécution du programme de l'Année. En ce qui concerne l'action ultérieure à mener, de nombreux gouvernements se sont déclarés d'avis que les activités et les projets commencés au cours de l'Année devraient être poursuivis et intégrés dans le cadre général des activités de l'Organisation des Nations Unies. Certains gouvernements ont fourni des renseignements sur la poursuite de programmes au niveau national, notamment dans le domaine de l'éducation en faveur de la paix et des activités non gouvernementales. D'aucuns ont estimé que l'année 1986 représentait un bon début, que les gouvernements devraient continuer d'oeuvrer en faveur de la paix non seulement en 1986, mais chaque année, et que le thème de l'Année avait donné la direction à suivre dans les années à venir. Un résultat important de l'Année, a noté un gouvernement, était que la paix avait été à nouveau inscrite à l'ordre du jour de diverses organisations. Il a été proposé, au cours des 10 dernières années du XXe siècle, de mettre plus particulièrement l'accent sur l'action en faveur de la paix.

44. De nombreuses organisations non gouvernementales ont indiqué leur volonté de poursuivre leurs efforts et leur coopération avec l'Organisation des Nations Unies en faveur de la paix, et ont proposé que l'Organisation reste en contact avec elles et coordonne de nouvelles activités à l'échelle mondiale. Elles ont souligné notamment la nécessité d'encourager les contacts entre organisations non gouvernementales qui oeuvrent avec l'ONU en faveur de la paix, celle de promouvoir de nouveaux programmes de l'Organisation des Nations Unies encourageant des échanges interculturels et internationaux, et celle d'améliorer l'information sur les questions concernant la paix.

45. De nombreux établissements universitaires ont indiqué leur intention de poursuivre leurs études sur la paix et ont indiqué qu'ils souhaitaient continuer à recevoir l'appui de l'Organisation des Nations Unies et maintenir le contact avec elle. L'expérience de l'Année a montré que l'ONU pouvait efficacement aider à sélectionner les sujets de recherche et à diffuser auprès d'un public plus large les résultats et les conclusions des recherches. On a trouvé que les petits groupes d'experts multidisciplinaires et interculturels et les rapports fondés sur les opinions d'experts étaient un moyen prometteur de lier la pensée universitaire aux activités de l'Organisation des Nations Unies en faveur de la paix. On a d'ailleurs noté que l'Assemblée générale, dans sa résolution 2817 (XXVI) datée du 14 décembre 1971, avait encouragé une telle collaboration.

46. L'Année internationale de la paix a été l'occasion de réaffirmer que la promotion de la paix était un objectif fondamental de l'Organisation des Nations Unies. Le programme de l'Année a montré que les efforts déployés pour atteindre cet objectif pouvaient être coordonnés efficacement par l'ONU. Cette fonction apparaît clairement dans l'actuel plan à moyen terme 5/. Au chapitre 2A, sous-chapitre B, programme 1, sous-programme 2, du budget-programme pour 1986-1987 6/ et du projet de budget-programme pour 1988-1989 7/ figure un élément de programme intitulé "Promotion de la paix", dont l'exécution est assurée par deux administrateurs travaillant à plein temps et plusieurs fonctionnaires employés à temps partiel. Le Groupe des études sur la paix du Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité est responsable de l'exécution de cet élément de programme dans le cadre des ressources disponibles.

47. Afin de prendre acte de la contribution des organisations non gouvernementales à la promotion de la paix, le Secrétaire général, conformément au programme de l'Année internationale de la paix, a décidé de délivrer, à l'occasion de la Journée internationale de la paix, un certificat de "messenger de la paix" à 312 organisations internationales et nationales et à 57 villes (voir annexe III ci-après), qu'il a invitées à poursuivre leurs contacts avec le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. La délivrance, chaque année, de ces certificats lors de la Journée internationale de la paix aux organisations qui contribuent à la promotion de la paix sera un moyen simple et utile de maintenir les contacts, d'échanger des renseignements et de mobiliser l'appui nécessaire pour les activités de l'Organisation.

48. Conformément à la résolution 41/9 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a transformé le Fonds d'affectation spéciale pour l'Année internationale de la paix en Fonds d'affectation spéciale pour la promotion de la paix. Les contributions volontaires au Fonds permettront d'apporter un appui financier aux projets et aux activités pertinents. On trouvera dans l'annexe I ci-après des renseignements sur le Fonds d'affectation spéciale, comme l'Assemblée générale l'a demandé dans sa résolution 41/9.

49. Cette mesure a été prise dans le cadre du mandat et des responsabilités du Secrétaire général. Celui-ci s'attend toutefois, d'après les indications reçues des Etats Membres, des organisations non gouvernementales et des établissements universitaires, que toutes sortes d'initiatives continuent d'être prises pour réaliser les objectifs de l'Année. Le Secrétaire général suggère que les Etats Membres et les organisations intéressées soient invités à informer le Secrétariat des initiatives dont ils ont connaissance. Il propose de tenir les Etats Membres informés en faisant rapport à l'Assemblée générale chaque fois qu'il conviendra sur les nouvelles initiatives prises à cette fin dans le monde entier. Une action concertée d'ici à la fin du siècle, stimulée par l'Année internationale de la paix, peut donner corps au rêve de voir l'an 2000 ouvrir une ère nouvelle dans les relations internationales.

Notes

1/ Rapport de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix, Nairobi, 15-26 juillet 1985 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.85.IV.10), chap. I, sect. A.

2/ Document de l'Unesco (126 EX/38).

3/ Organisation de l'aviation civile internationale, Assemblée, vingt-sixième session, résolutions (Doc 9495, A26-RES).

4/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, Supplément No 8 (A/42/8), annexe I.

5/ Ibid., trente-septième session, Supplément No 6 (A/37/6), Supplément No 6A (A/37/6/Add.1), Supplément No 6B (A/37/6/Add.2) et Supplément No 6C (A/37/6/Add.3).

6/ Ibid., quarantième session, Supplément No 6A (A/40/6/Add.1).

7/ Ibid., quarante-deuxième session, Supplément No 6 (A/42/6).

ANNEXE I

Financement de l'Année internationale de la paix et du Fonds
 d'affectation spéciale pour la promotion de la paix

I. FONDS D'AFFECTION SPECIALE POUR L'ANNEE INTERNATIONALE
 DE LA PAIX, 1985-1986

| | <u>Monnaies convertibles</u> | <u>Monnaies non convertibles</u> |
|--------------------------------------|----------------------------------|--------------------------------------|
| | (En dollars des Etats-Unis) | |
| RECETTES | | |
| Etats Membres | 83 910 | 294 400 |
| Dons publics | 46 125 | 42 200 |
| | <u>130 035</u> | <u>336 600</u> |
| | Total | |
| DEPENSES | | |
| Subventions | 50 125 | 72 900 |
| Groupes d'experts | 5 480 | 9 600 |
| Fournitures pour l'information | 8 050 | 3 000 |
| Frais de voyage du personnel | 44 935 | 32 100 |
| Dépenses d'appui au programme | 15 530 | - |
| | <u>114 120</u> | <u>117 600</u> |
| | Total | |
| SOLDE | 15 915 | 219 000 |

II. FONDS D'AFFECTION SPECIALE POUR LA PROMOTION DE LA PAIX

| | | |
|--------------------------------------|----------------|----------------|
| SOLDE reporté | 15 915 | 219 000 |
| RECETTES | | |
| Etats Membres | 15 535 | 50 700 |
| Dons publics | 272 385 | 5 000 |
| | <u>303 635</u> | <u>55 700</u> |
| | Total | |
| DEPENSES | | |
| Subventions | 257 500 | 156 400 |
| Groupes d'experts | 1 050 | 2 600 |
| Fournitures pour l'information | 7 520 | 49 600 |
| Frais de voyage du personnel | 12 300 | 18 700 |
| Dépenses d'appui au programme | 13 920 | - |
| | <u>292 290</u> | <u>227 300</u> |
| | Total | |
| SOLDE au 1er août 1987 | 11 345 | 47 400 |

III. CONTRIBUTIONS RECUES D'ETATS MEMBRES

| | <u>Monnaies convertibles</u> | <u>Monnaies non convertibles</u> |
|---|----------------------------------|--------------------------------------|
| | (En dollars des Etats-Unis) | |
| Argentine | 10 000 | |
| Australie | 6 960 | |
| Bangladesh | 1 000 | |
| Bulgarie | | 53 100 |
| Cameroun | 4 348 | |
| Canada | 7 407 | |
| Chine | 10 000 | |
| Chypre | 500 | |
| Costa Rica | 1 190 | |
| Egypte | 14 215 | |
| Finlande | 5 000 | |
| Grèce | 3 000 | |
| Hongrie | | 21 000 |
| Inde | 3 000 | |
| Iraq | 1 604 | |
| Maldives | 500 | |
| Mongolie | | 3 000 |
| Népal | 1 000 | |
| Nouvelle-Zélande | 2 000 | |
| Pologne | | 36 200 |
| République démocratique allemande | | 44 600 |
| Sénégal | 1 000 | |
| Sri Lanka | 1 000 | |
| Suède | 13 727 | |
| Tchécoslovaquie | | 18 200 |
| Thaïlande | 2 000 | |
| Togo | 1 025 | |
| Union des Républiques socialistes soviétiques | 10 000 | 169 000 |
| Total | <u>100 635</u> | <u>345 100</u> |

IV. BENEFICIAIRES DES SUBVENTIONS

| | | |
|---|---------|---------|
| Université pour la paix (Costa Rica) | 250 000 | |
| Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement | 5 000 | 108 500 |
| Académie des sciences de Bulgarie | | 53 100 |
| Académie des sciences de l'Union soviétique | 730 | 46 500 |
| Université des Nations Unies | 15 025 | |
| Centres d'information des Nations Unies | 13 950 | |
| Comité soviétique pour la paix | | 7 100 |
| Académie des sciences de Pologne | | 6 000 |
| The Fund for Peace (Etats-Unis d'Amérique) | 5 000 | |

Monnaies Monnaies non
convertibles convertibles

(En dollars des Etats-Unis)

| | | |
|--|----------------|----------------|
| Conférence des ONG - Tous ensemble pour la paix (Genève) | 5 000 | |
| Les gagnants de la Biennale des affiches | | 4 400 |
| Université du Pacifique sud (Fidji) | 3 000 | |
| Fédération internationale des écoles unies (Inde) | 3 000 | |
| Les gagnants des concours d'affiches de l'ONU | 2 100 | |
| Biennale des affiches de Varsovie | | 1 400 |
| Académie des beaux-arts de Varsovie | | 1 400 |
| Teamworks International (Etats-Unis d'Amérique) | 1 000 | |
| Alliance internationale des femmes (Malte) | 1 000 | |
| Comité tchécoslovaque pour la paix | | 900 |
| Université de Montpellier (France) | 500 | |
| | <hr/> | <hr/> |
| Total | <u>305 305</u> | <u>229 300</u> |

ANNEXE II

Liste des Etats ayant établi des mécanismes nationaux de
coordination pour l'Année internationale de la paix

Etats Membres

| | |
|---------------------------|---|
| Afghanistan | Mozambique |
| Argentine | Népal |
| Australie | Nigéria |
| Bangladesh | Norvège |
| Bolivie | Nouvelle-Zélande |
| Bulgarie | Panama |
| Canada | Pérou |
| Chine | Philippines |
| Chypre | Pologne |
| Congo | République arabe syrienne |
| Costa Rica | République centrafricaine |
| Cuba | République démocratique allemande |
| Danemark | République démocratique populaire lao |
| Equateur | République socialiste soviétique de Biélorussie |
| Egypte | République socialiste soviétique d'Ukraine |
| Finlande | Sainte-Lucie |
| Ghana | Suède |
| Grèce | Suriname |
| Guatemala | Tchécoslovaquie |
| Honduras | Thaïlande |
| Hongrie | Togo |
| Inde | Trinité-et-Tobago |
| Indonésie | Tunisie |
| Iraq | Union des Républiques socialistes soviétiques |
| Italie | Uruguay |
| Jamaïque | Venezuela |
| Jamahiriya arabe libyenne | Viet Nam |
| Japon | Yémen démocratique |
| Jordanie | Yougoslavie |
| Kenya | |
| Lesotho | <u>Etats non membres</u> |
| Libéria | République populaire démocratique de Corée |
| Luxembourg | Saint-Siège |
| Mauritanie | Saint-Marin |
| Mongolie | |

ANNEXE III

Attribution d'un insigne de "Messager de la paix"

I. REGLEMENT

Le programme de l'Année internationale de la paix, adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 40/10 prévoit "qu'un insigne symbolique de 'Messager de la paix' sera attribué par le Secrétaire général aux organisations et aux institutions qui contribueront de façon décisive à la célébration de l'Année".

A cet effet, le Secrétaire général a posé les règles suivantes :

- 1) L'insigne récompense les activités menées en faveur de la paix pour réaliser les objectifs de l'Année internationale de la paix et se présente sous forme d'attestation signée par le Secrétaire général.
- 2) L'insigne de "Messager de la paix" est attribué aux organisations et aux institutions qui oeuvrent sans cesse en faveur de la paix. Il s'agit notamment, d'organisations non gouvernementales, d'institutions universitaires, d'établissements d'enseignement et de groupes religieux. Les particuliers, les groupes et comités spéciaux, les organes et services gouvernementaux, les médias et les institutions et organismes des Nations Unies ne peuvent prétendre à cette distinction.
- 3) Une attestation spéciale est prévue pour les villes.
- 4) L'attestation est délivrée sur la base des informations que les organisations non gouvernementales, les gouvernements et les centres d'information des Nations Unies envoient au Secrétariat de l'Organisation qui les évalue.
- 5) L'attestation couronne les activités entreprises pour concourir à la réalisation des objectifs du programme de l'Année internationale de la paix et n'implique nullement qu'on approuve ou qu'on appuie les autres activités de ces organisations.
- 6) La cérémonie de remise des attestations se déroulera à l'occasion de la Journée internationale de la paix.
- 7) Le Secrétariat de l'ONU restera en contact avec les organisations désignées pour les tenir au courant des activités entreprises et pour obtenir d'elles des informations sur leurs autres activités en faveur de la paix.

LISTE DES ATTRIBUTAIRES

A. ORGANISATIONS ET INSTITUTIONS

Académie mondiale pour la paix
Académie pontificale des sciences
AKE - Mouvement indépendant pour la paix (Grèce)
All-India Peace and Solidarity Organization
Alliance baptiste mondiale
Alliance internationale des femmes
Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines
Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines (Jamaïque)
Alliance universelle des unions chrétienne des jeunes gens
Appeal of One Hundred (Argentine)
Appeal of One Hundred (France)
Armée du Salut
Asian Budhist Committee for Peace
Assemblée mondiale de la jeunesse
Association Bruxelles laïque (Belgique)
Association congolaise d'amitié entre les peuples
Association des études internationales
Association des femmes pakistanaises
Association des journalistes brésiliens
Association des juristes brésiliens
Association des organisations finnoises de formation des adultes
Association des organisations non gouvernementales (Chili)
Association des universités africaines
Association Grand Atlas (Maroc)
Association internationale de développement et d'action communautaire
Association internationale pour la défense des libertés religieuses
Association internationale de la police des ports maritimes et des aéroports
Association internationale des juristes démocrates
Association internationale des éducateurs pour la paix du monde
Association internationale des directeurs d'universités
Association internationale de recherche consacrée à la paix
Association internationale de science politique
Association internationale de la sécurité sociale
Association internationale des Lions Clubs
Association marocaine d'études internationales
Association mexicaine d'arts plastiques
Association mexicaine des droits de l'homme
Association mondiale des anciens stagiaires et boursiers de l'Organisation des Nations Unies
Association mondiale des guides et des éclaireuses
Association of Catholic Clergy "Pacem in Terris" (Tchécoslovaquie)
Association pakistanaise pour les Nations Unies
Association péruvienne d'études sur la paix
Association populaire chinoise pour la paix et le désarmement
Association populaire chinoise pour l'amitié avec les pays étrangers
Association pour les Nations Unies (Bangladesh)
Association pour les Nations Unies (Canada)

Association pour les Nations Unies (Danemark)
Association pour les Nations Unies (République fédérale d'Allemagne)
Association pour les Nations Unies (Indonésie)
Association pour les Nations Unies (Japon)
Association pour les Nations Unies (Jamaïque)
Association pour les Nations Unies (Luxembourg)
Association pour les Nations Unies (Nouvelle-Zélande)
Association pour les Nations Unies (Norvège)
Association pour les Nations Unies (Roumanie)
Association pour les Nations Unies (Sri Lanka)
Association pour les Nations Unies (URSS)
Association pour les Nations Unies Columbus, Ohio (Etats-Unis d'Amérique)
Association pour les Nations Unies Orange County, Californie (Etats-Unis d'Amérique)
Association pour les Nations Unies, Eastbourne (Royaume-Uni)
Association pour les Nations Unies, North Eastern (Royaume-Uni)
Association pour une éducation mondiale
Association roumaine des jeunes et des étudiants pour les Nations Unies
Association roumaine du droit international et des relations internationales
Association soroptimiste internationale
Association universelle pour l'esperanto
Balloon-Messages-for-Peace (Etats-Unis)
Banner of Peace
Bharat Scouts and Guides (Inde)
Brahma Kumaris World Spiritual University
Brahma Kumaris World Spiritual University (Afrique)
Brahma Kumaris World Spiritual University (Australie)
Brahma Kumaris World Spiritual University (Brésil)
Brahma Kumaris World Spiritual University (Royaume-Uni)
British Council of Churches
Bureau international de la paix
Center of Concern (Etats-Unis)
Centre d'études internationales, Université de Montpellier (France)
Centre de coordination des recherches sur la paix de l'Académie hongroise des sciences, Budapest (Hongrie)
Centre de recherche et de promotion pour l'Amérique latine et l'Espagne (Espagne)
Centre de recherches sur la paix Gujarat Vidyapith, Ahmedabad (Inde)
Centre européen pour la paix et le développement
Centre permanent pour la paix (Pérou)
Children for Peace (Canada)
Children's World's Fair (Etats-Unis)
Coalition australienne pour le désarmement et la paix
Comité australien pour la paix
Comité biélorussien pour la paix
Comité brésilien de solidarité avec les peuples d'Afrique du Sud et de Namibie
Comité consultatif mondial de la Société des amis
Comité de coordination du Service volontaire international
Comité de la recherche spatiale
Comité des organisations de jeunes de l'Union soviétique
Comité éthiopien pour la paix, la solidarité et l'amitié
Comité finnois pour la paix
Comité grec pour la détente et la paix internationales

Comité indonésien sur la religion et la paix
Comité jamaïquain pour la paix
Comité mongol pour la paix
Comité national des organisations finnoises de jeunesse
Comité national polonais pour l'enfance
Comité national roumain pour la paix
Comité polonais pour la paix
Comité soviétique pour la paix
Comité soviétique pour les femmes
Comité tchécoslovaque pour la paix
Comité ukrainien pour la paix
Commission des Eglises pour les affaires internationales du Conseil oecuménique
des Eglises
Commission internationale de juristes
Commission internationale de l'irrigation et du drainage
Commission internationale pour la sécurité et la coopération européennes
Commission irlandaise pour la justice et la paix
Committee d'éducation pour la paix (Argentine)
Communauté Baha'ie d'Australie
Communauté Baha'ie de Belgique
Communauté Baha'ie du Brésil
Communauté Baha'ie du Kenya
Communauté Baha'ie du Lesotho
Communauté internationale Baha'ie
Confédération européenne des anciens combattants
Confédération internationale des anciens prisonniers de guerre
Confédération internationale des syndicats libres
Confédération mondiale des organisations de la profession enseignante
Conférence chrétienne pour la paix
Conférence de Berlin des catholiques européens
Conférence des Eglises européennes
Conférence mondiale des religions pour la paix
Conférence nationale des évêques du Brésil
Conférences Pugwash sur la science et les problèmes internationaux
Congrès du monde islamique
Conseil hongrois pour la paix
Conseil international d'éducation des adultes
Conseil international des femmes juives
Conseil international des psychologues
Conseil international des agences bénévoles
Conseil international des femmes
Conseil international des unions scientifiques
Conseil international des sciences sociales
Conseil jamaïquain des églises
Conseil mondial de la paix
Conseil national de l'Organisation des jeunes pionniers (Roumanie)
Conseil national pour la paix et la solidarité de la République d'Iraq
Conseil national pour la paix (Grande-Bretagne)
Conseil portugais pour la paix et la coopération
Conseil pour la paix et le désarmement, Académie des sciences de l'Union soviétique
Conseil suédois pour la paix

Consortium pour les recherches sur la paix, l'éducation et le développement,
Kent, Ohio (Etats-Unis d'Amérique)
Council for Education in World Citizenship (Royaume-Uni)
Croix-Rouge (Australie)
Dayemi Complex
Department of Peace and Conflict Research, Université d'Uppsala (Suède)
Echange international chrétien de jeunesse
Ecoforum for Peace
Engineers' Foundation'66 (Bangladesh)
Fédération démocratique internationale des femmes
Fédération des éclaireurs (République centrafricaine)
Fédération ibéro-américaine de journalistes
Fédération indienne des associations pour les Nations Unies
Fédération interaméricaine des associations de relations publiques
Fédération internationale des associations de personnes âgées
Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales
Fédération internationale des mutilés et invalides du travail et invalides civils
Fédération internationale des communautés éducatives
Fédération internationale des résistants
Fédération internationale des centre sociaux et communautaires
Fédération internationale des assistants sociaux
Fédération internationale des femmes diplômées des universités
Fédération internationale des Pen Clubs
Fédération internationale syndicale de l'enseignement
Fédération mondiale d'échecs
Fédération mondiale de la jeunesse démocratique
Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies
Fédération mondiale des anciens combattants
Fédération mondiale des travailleurs scientifiques
Fédération mondiale des villes jumelées
Fédération mondiale pour les études sur le futur
Fédération syndicale mondiale
Fondation chilienne pour la paix
Fondation Gandhi pour la paix (Inde)
Forum culturel asiatique sur le développement
Forum sur la paix et la guerre (Italie)
Fund for Peace (Etats-Unis d'Amérique)
Fundalatin (Venezuela)
Gailston Bay High School (Australie)
Gandhi Memorial International School (Indonésie)
Generals for Peace and Disarmament
Global Education Associates (Etats-Unis d'Amérique)
GRUNPUN (Argentine)
Gray Panthers (Etats-Unis d'Amérique)
Great Peace Journey, International Secretariat
Hessian Foundation for Research on Peace and Conflicts (République fédérale
d'Allemagne)
Hiroshima Peace Culture Foundation
IDAYU Foundation (Indonésie)
Indonesian Students Association for International Studies
Institut africain du droit international privé

Institut autrichien de recherche pour la paix
Institut de recherche pour la paix de Tampere (Finlande)
Institut de recherches juridiques de l'Université nationale libre du Mexique
Institut des relations internationales de l'Académie des sciences de Bulgarie
Institut international de la paix
Institut international de droit humanitaire
Institut international de recherche consacrée à la paix
Institut mexicain pour l'intégration de l'art et de la culture
Institute for Peace, University of Hawaii, Manoa (Etats-Unis d'Amérique)
Institute of Ghandhian Thought and Peace Studies, Université d'Allahabad (Inde)
Institute of Peace Education and Alternative Development (Chili)
International Association for World Peace
International Centre for Scientific Culture World Laboratory
International Centre of Legal Science
International Committee of Children's and Adolescents' Movements
International Committee of Ravensbrück
International Committee on Management of Population Programmes
International Council for New Initiatives in East-West Co-operation
International for the Child's Right to Play
International Islamic Reference Services
International Philosophers for the Prevention of Nuclear Omnicide
International Physicians for the Prevention of Nuclear War
Internationale socialiste
Irish-Italian Twinings Committee
Japan Council against Atomic and Hydrogen Bombs
Jaycees International
KEADEA - Mouvement pour l'indépendance nationale, la paix mondiale et le désarmement (Grèce)
Lenana School United Nations Club (Kenya)
Lesotho Alliance of Women
Ligue brésilienne pour la protection des droits de l'homme
Ligue des sociétés de la Croix-Rouge
Ligue internationale de femmes pour la paix et la liberté
Ligue islamique mondiale
Ligue mondiale pour l'éducation nouvelle
Ligue yougoslave pour la paix, l'indépendance et l'égalité des peuples
Lycée Descartes, Rabat (Maroc)
Lycée José Martí, province de Puntarena (Costa Rica)
Miklós Radhóti High School, Budapest (Hongrie)
Mouvement cubain pour la paix
Mouvement international des faucons
Mouvement international des jeunes et des étudiants pour les Nations Unies
Mouvement national de la jeunesse (Costa Rica)
Mouvement pour la paix universelle (Argentine)
Mouvement pour la paix, le désarmement et la liberté (Espagne)
Mouvement pour un monde meilleur
Nagasaki Foundation for the Promotion of Peace
National Association of Negro Business and Professional Women's Clubs (Etats-Unis d'Amérique)
Nigerian Peace Committee
No Greater Love (Etats-Unis d'Amérique)

Nuclear Age Peace Foundation (Etats-Unis d'Amérique)
Office for Church in Society, United Church of Christ (Etats-Unis d'Amérique)
Organisation de l'unité syndicale africaine
Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques
Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de
discrimination raciale
Organisation internationale des journalistes
Organisation internationale de psychophysiologie
Organisation internationale des instituts de recherche forestière
Organisation yougoslave des pionniers
Paix et coopération (Espagne)
Pathways to Peace (Etats-Unis d'Amérique)
Pax Christi, mouvement international catholique pour la paix
Pax Romana (mouvement international des intellectuels catholiques, mouvement
international des étudiants catholiques)
Peace and Justice Service in Latin America
Peacefund Canada
People in Equal Participation (Canada)
Performing and Fine Artists for World Peace (Etats-Unis d'Amérique)
Presbyterian Church (Etats-Unis d'Amérique)
Programme pour la paix de l'Association pour les Nations Unies (Australie)
Rädda Barnen
Republic Centre of United Nations Club of Slovenia (Yougoslavie)
Rissho Kosei-kai (Japon)
Rotary international
Saint Maurice School, St-Hyacinthe (Canada)
San Cor United Co-operatives (Argentine)
Saskatoon Mothers for Peace (Canada)
Service civil international
SOS - Kinderdorf International
Société internationale de recherche sur l'agression
Sohail Rana Misiclub International (Pakistan)
Soka Gakkai International
Soong Ching Ling Foundation (Chine)
Swedish People's Parliament for Disarmament
Table ronde internationale pour le développement de l'orientation
Teachers for Peace
Teaching in a Nuclear Age (Etats-Unis d'Amérique)
Teamworks (Etats-Unis d'Amérique)
Union de la jeunesse socialiste de Yougoslavie
Union des artistes d'Union soviétique
Union des femmes centrafricaines
Union internationale de la jeunesse socialiste
Union internationale des étudiants
Union internationale pour l'éducation sanitaire
Union interparlementaire (Consortium interuniversitaire pour le développement
social international)
Union mondiale des organisations féminines catholiques
Union mondiale des villes martyres, villes de la paix
Unitarian Universalist United Nations Office
United Schools International

Université de la paix
Université du Pacifique sud (Fiji)
Université pour la paix
Women for Peace (Suisse)
World Disarmament Campaign (Royaume-Uni)
World Health Foundation for the Development of Peace
World Peace Day Association (Suisse)
World Social Prospects Association
World Women's Organization against Nuclear, Chemical and Bacteriological Weapons
Yemeni Council for Peace and Solidarity

B. VILLES

Abidjan (Côte d'Ivoire)
Arnheim (Pays-Bas)
Assise (Italie)
Bangui (République centrafricaine)
Beijing (Chine)
Brighton (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
Buenos Aires (Argentine)
Chicago (Etats-Unis d'Amérique)
Côme (Italie)
Concord (Etats-Unis d'Amérique)
Copenhague (Danemark)
Dhaka (Bangladesh)
Dakar (Sénégal)
Delhi (Inde)
Delphes (Grèce)
Florence (Italie)
Genève (Suisse)
Hammam-Lif (Tunisie)
Helsinki (Finlande)
Hiroshima (Japon)
Hospitalet (Espagne)
Kiev (République socialiste soviétique d'Ukraine)
Kragujevac (Yougoslavie)
La Paz (Bolivie)
Leningrad (Union des Républiques socialistes soviétiques)
Lima (Pérou)
Lomé (Togo)
Madrid (Espagne)
Maputo (Mozambique)
Marrakech (Maroc)
Marzaboto (Italie)
Melbourne (Australie)
Minsk (République socialiste soviétique de Biélorussie)
Moscou (URSS)
Nagasaki (Japon)
New Haven (Etats-Unis d'Amérique)
Plaine-sur-mer (France)
Pori (Finlande)

Prague (Tchécoslovaquie)
Ravenne (Italie)
Rijswijk (Pays-Bas)
Rome (Italie)
San Francisco (Etats-Unis d'Amérique)
San José (Costa Rica)
Sheffield (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
Split (Yougoslavie)
Stockholm (Suède)
Tbilissi (Union des Républiques socialistes soviétiques)
Toronto (Canada)
Vancouver (Canada)
Varsovie (Pologne)
Verdun (France)
Vienne (Autriche)
Villa El Salvador (Pérou)
Volgograd (Union des Républiques socialistes soviétiques)
Wollongong (Australie)
Yokohama (Japon)
